

## L'École Queenswood Public dans la mire du Conseil catholique



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 26 février 2009 à 10:20

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) souhaite acheter le terrain où est présentement située l'École Queenswood Public, sur la rue Duford, à Orléans, en face de l'École élémentaire catholique Reine-des-Bois. Le Conseil a signifié son intérêt auprès de l'Ottawa-Carleton District School Board mais ne souhaite pas divulguer pour l'instant ses intentions en ce qui a trait à l'utilisation de l'école afin de ne pas compromettre les négociations en vue de l'achat potentielle de l'école.

«Il n'y est aucunement question de déménager l'École élémentaire catholique Reine-des-Bois. L'acquisition de l'école Queenswood Public répondrait plutôt à des besoins de la communauté en lien avec la croissance de notre clientèle scolaire à Orléans, où certaines de nos écoles débordent et certaines autres sont vétustes», fait valoir la directrice de l'éducation, Lise Bourgeois.

Si l'achat de l'école Queenswood Public se réalise, le Conseil entreprendra un processus de consultation publique auprès des communautés concernées.

## Nouvelles directions dans les écoles secondaires catholiques de Barrhaven et Garneau



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 mars 2009 à 14:52

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Mme Rosario Vidosa a été nommée à la direction de l'École secondaire catholique de Barrhaven qui ouvrira ses portes le 26 août prochain. L'affectation de Mme Vidosa est immédiate et permettra de recevoir parents et futurs élèves lors de la période d'inscriptions qui aura lieu du 23 mars au 3 avril prochain.

Madame Vidosa œuvre dans le domaine de l'éducation depuis 28 ans. Elle possède une expérience variée et pertinente dans le domaine de la gestion administrative et pédagogique d'une école. Elle assurait la direction de l'École secondaire catholique Garneau depuis 2006. Elle sait mobiliser son personnel enseignant en fonction des grandes orientations du Conseil et vers l'atteinte du bien-être et de la réussite des élèves.

«Rosario Vidosa est un excellent choix pour prendre la barre de la nouvelle école secondaire du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est», explique la directrice de l'éducation, Lise Bourgeois. Elle saura relever tous les défis que représente l'ouverture d'une nouvelle école, tout en étant attentive aux besoins de la communauté et des parents.»

Rappelons que l'École secondaire catholique de Barrhaven emménagera dans l'immeuble présentement occupé par l'École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier au 1110, promenade Longfields à Ottawa.

Des travaux de construction sont en cours pour modifier le bâtiment de la promenade Longfields qui hébergera à la fois les élèves de l'École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier et le pavillon 7-8 de l'École secondaire catholique de Barrhaven jusqu'en 2010. À ce moment, l'École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier déménagera dans un nouvel immeuble pour laisser place à l'École secondaire catholique de Barrhaven qui pourra accueillir quelque 600 élèves.

Du côté de l'École secondaire catholique Garneau, M. Serge Demers jouera le rôle de direction intérimaire jusqu'à la fin de l'année scolaire. Monsieur Demers était directeur adjoint à l'École secondaire catholique Garneau depuis deux ans et demi.

## Le Mur des bâtisseurs du Centre professionnel et technique Minto inauguré



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 26 février 2009 à 14:23

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Centre professionnel et technique Minto inaugurerait cette semaine son Mur des bâtisseurs en présence de nombreux dignitaires. Cet établissement scolaire, unique en Ontario, propose aux élèves un programme enrichi leur permettant d'obtenir des accréditations pour une formation professionnelle ou un métier.

«Le Mur des bâtisseurs témoigne de dons s'élevant à plus de 1,6 million de dollars, provenant d'organismes et d'entreprises qui ont financé la construction du Centre professionnel et technique Minto, de concert avec le gouvernement ontarien, dans le but de mieux former nos travailleurs et travailleuses de demain. Ainsi, lorsque des entrepreneurs embauchent nos élèves, ceux-ci contribuent de façon très favorable à leur entreprise parce qu'ils ont eu accès aux meilleurs outils, aux meilleures techniques et aux meilleurs formateurs, et ce, en français», a affirmé la présidente du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), Diane Doré.

«Que se soit en construction, en mécanique automobile, en énergie électrique ou en mode et design, le Centre professionnel et technique Minto offre aux élèves une formation adaptée à leurs intérêts, à leurs forces et à leurs besoins. Grâce à des employeurs-partenaires, les élèves ont l'occasion d'évoluer dans un domaine qui les passionne et de s'initier au marché du travail tout en terminant leurs études secondaires», a poursuivi la directrice de l'éducation du CÉCLFCE, Lise Bourgeois.

En érigeant le Mur des bâtisseurs, le Conseil et le Centre professionnel et technique Minto désiraient témoigner toute leur gratitude envers les donateurs et les donatrices. **(K.B.)**



## Une bibliothécaire récompensée



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 26 février 2009 à 13:45

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La bibliothécaire en chef du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE), Monique Brûlé, a récemment reçu le prix Micheline-Persaud, décerné par la Ontario Library Association. Le Prix Micheline-Persaud est décerné à une personne qui s'est distinguée dans le développement et la promotion des services de bibliothèque en français en Ontario.

Mme Brûlé a été reconnue lors de la conférence annuelle de la Ontario Library Association et a reçu une plaque honorifique et un certificat d'accomplissement.

Celle-ci est à l'emploi du Conseil catholique depuis 2005 et elle a accompli de nombreuses réalisations dont l'étude de la situation générale des 30 bibliothèques scolaires (informatisation, ameublement, état de la collection); la mise en oeuvre d'un plan de redressement personnalisé pour chaque école; la mise en place d'une base de données centralisée ainsi que le développement d'un jeu électronique pour les élèves permettant de s'initier à la recherche documentaire.

«Nous sommes très fiers de compter parmi nos employés des personnes dévouées comme Mme Brûlé qui font tout ce qu'il faut pour offrir tout ce qu'il y a de mieux à nos élèves», a indiqué la directrice de l'éducation, Lise Bourgeois.

## CHRONIQUE

## MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



**À SURVEILLER :** Le centre C.A.R.M.E.N. présente les œuvres de Sophie Maisonneuve et le vernissage aura lieu au centre situé au 235, rue Belhumeur, à Gatineau, ce dimanche de 13 h à 16 h. L'exposition se déroulera jusqu'au 4 mai 2009. Pour information, 819-743-0337 poste 303.

## Les femmes de l'Évangile

À la sortie du *Code Da Vinci*, les critiques sont venues de tous les côtés à la fois. Le Vatican y a même mis son grain de sel en tentant de faire interdire la sortie du film issu du roman.

L'interprétation de l'auteur Dan Brown concernant l'importance de Marie-Madeleine dans la vie de Jésus était au centre de toute cette controverse.

Mais les personnages féminins de la Bible sont nombreux et on ne peut le nier. Par contre, très peu d'auteurs en ont fait état dans la littérature.

Malgré tout, une écrivaine d'ici va beaucoup plus loin en publiant une œuvre qui met en scène 13 personnages féminins des Évangiles dans son livre *13 Malentendus, la part manquante des Évangiles*.

Dans son bouquin, **Loïse Laval-lée**, qui a remporté le Prix littéraire Jacques-Poirier 2008 pour cette œuvre, nous dévoile le rôle prépondérant joué par chacune d'elle au côté de Jésus de Nazareth, ainsi que leur contribution majeure à la vie sociale et spirituelle de l'époque.

Que sont-elles devenues? Quel sort l'Église leur a-t-elle réservé? Des questions qui trouveront une interprétation particulière sous la plume de Loïse, deux millénaires plus tard.

Dans le cadre de la Journée internationale de la femme, ce dimanche à 14 h, nous sommes tous invités à venir entendre sept femmes, elles aussi très engagées dans notre société, lire chacune un extrait de ce récit mettant en lumière ces femmes arbitrairement ou volontairement plongées dans l'oubli.

L'événement, qui aura lieu à la salle Gatineau de la Maison du



## Les cadets sont prêts

Le brunch annuel de la succursale Gatineau-Métropolitain de la Ligue navale du Canada, au profit des activités des cadets du CCMRC Gatineau 236, fut une belle réussite selon les organisateurs. Près de 280 personnes ont pris part à l'événement dont le maire **Marc Bureau** (au centre) et le député **Richard Nadeau** (deuxième à partir de la gauche) ainsi que quelques conseillers municipaux. La présidente d'honneur **Maude Lacelle** était également très heureuse du résultat. La succursale Gatineau-Métropolitain de la Ligue navale du Canada parraine et assure le bon fonctionnement des activités de formation des jeunes filles et garçons de la communauté de Gatineau qui sont âgés de 12 à 18 ans. Le corps de cadets de la marine a été fondé il y a maintenant huit ans.

citoyen, mettra en vedette **Françoise Boivin, Suzanne Fitzback, Maryse Gaudreault, Carole Laguë, Paulette Lalande, Diane Lorenzato** et **Marielle Poirier**.

Cette activité est organisée et présentée par l'Association des auteurs et des auteures de l'Outaouais.

## La visite d'un virtuose

Tous les amateurs de guitare seront sans doute au rendez-vous donné par la Société de guitare d'Ottawa le 23 mars prochain alors que l'on présentera le concert du guitariste tchèque **Pavel Steidl**.

L'événement aura lieu à l'église

St. Giles d'Ottawa.

Ce concert est une occasion vraiment unique de voir et d'entendre un des grands virtuoses de la guitare au monde.

La Société est un organisme qui est dirigé par les professeurs de guitare de l'Université d'Ottawa et du Conservatoire de musique de l'Outaouais.

## Des Gatinois honorés

Dans le cadre du Mois du patrimoine, la Ville de Gatineau a souligné l'apport de quatre citoyens qui contribuent à la sauvegarde et à la mise en valeur de l'histoire et du patrimoine de la ville.

C'est lors d'une réception tenue

à l'ancienne chapelle du Collège Saint-Alexandre, la semaine dernière, qu'un hommage a été rendu à **Diane Berthel, Patricia Drew, Michelle Guitard** et **Marc Saint-Jacques**.

Ces citoyens favorisent la préservation et la mise en valeur du patrimoine gatinois par des actions allant de la conservation de bâtiments anciens à l'organisation d'activités de diffusion en passant par l'accroissement des connaissances historiques, généalogiques et archivistiques.

## La candidature d'Alex

Les intentions de l'animatrice **Alez van Dieren**, de TagRadio, de se lancer dans la course à la mairie de Gatineau provoquent de plus en plus de vagues.

Personnellement, j'ai vraiment cru que tout cela n'était qu'un

coup de marketing pour mousser les cotes d'écoute de la station gatinoise.

J'y avais même embarqué, sans son consentement il faut le préciser, mon collègue Denis Gratton.

Mais ce qui semblait n'être qu'une bonne blague, prend maintenant des proportions insoupçonnées.

Quant à moi, je n'y ai vu qu'une façon originale d'aborder les élections municipales. Et en vérité, je crois toujours que l'idée d'Alex est bonne, surtout qu'elle nous donne l'opportunité de parler de politique aux jeunes qui se désengagent de plus en plus de la politique municipale.

Alors, bonne chance Alex. J'adore ça quand des personnalités s'engagent à fond, peu importe la cause. Quant à Denis et moi, on se retire de la course!

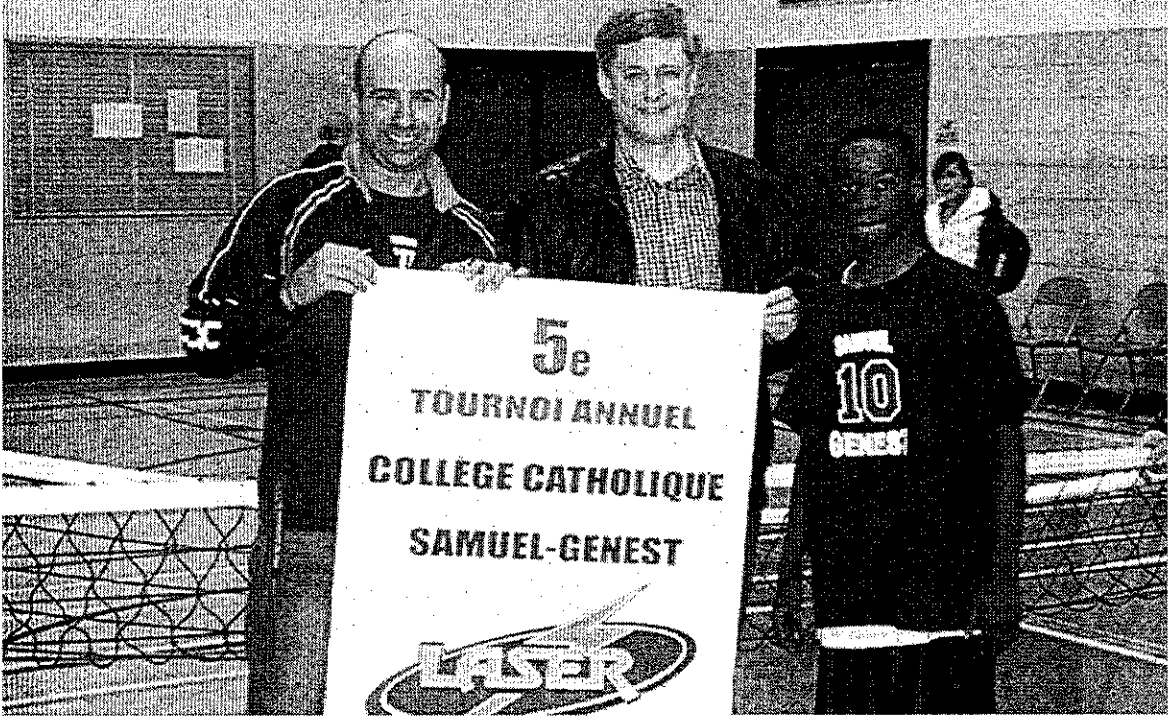
## Pour l'Hôpital d'Ottawa

La Fondation de l'Hôpital d'Ottawa lance aujourd'hui son Défi MDS Nordion annuel lors de la Fin de semaine des courses d'Ottawa.

Une des nouveautés cette année sera l'Équipe 20-20, une équipe recueillera des fonds spécialement pour l'agrandissement du Centre de cancérologie de l'Hôpital d'Ottawa. Chaque année, 21 000 patients atteints du cancer franchissent les portes du Centre de cancérologie de l'Hôpital d'Ottawa et l'Équipe 20-20 recueillera des fonds indispensables à l'agrandissement du Centre.

Depuis la première année du Défi, des milliers de personnes s'inscrivent aux épreuves de la Fin de semaine des courses d'Ottawa.

Tous les fonds amassés dans le cadre du Défi MDS Nordion restent à Ottawa et sont versés pour les besoins prioritaires de l'Hôpital, ou encore pour les domaines que les solliciteurs de fonds décident d'appuyer. En 2008, ce défi a permis de recueillir plus de 508 000 \$ pour l'Hôpital d'Ottawa.



## De la grande visite

Le 5<sup>e</sup> tournoi annuel de volley-ball des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années du Collège Catholique Samuel-Genest s'est déroulé le week-end dernier. Le tournoi a accueilli 48 équipes féminines et masculines de la région. Les personnes présentes lors de la journée de samedi ont eu toute une surprise lorsque le premier ministre **Stephen Harper**, qui était venu voir jouer son fils, a profité de l'occasion pour remettre les médailles aux équipes gagnantes de la division récréative des garçons.



## Une première réussie

La campagne de financement de la Fondation Santé de Papineau va bon train et samedi dernier avait lieu le souper et l'encan bénéfique aux profits de la Fondation. Plus de 120 personnes y ont pris part et la somme de 6032 \$ y a été amassée. Sous la présidence d'honneur du **D<sup>r</sup> Kien Tran**, la soirée a marqué le lancement des activités de financement de la Fondation pour 2009. Sur la photo, **Normand Fairfield**, président de la Fondation Santé de Papineau, **Linda Raby**, directrice générale de la Fondation et le **D<sup>r</sup> Tran**.

CET L'FCE

## 18e édition de la Dictée P. G. L. mardi



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 3 mars 2009 à 14:01

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La finale régionale de l'Est de l'Ontario de la Dictée P.G. L. aura lieu mardi prochain, le 10 mars, à 13h, à l'École Jean-Robert Gauthier. Les finalistes régionaux, issus des classes de 5e et de 6e année, tenteront de se tailler une place pour La Grande Finale internationale, qui se tiendra le 17 mai prochain à Montréal.

Cette année, pas moins de sept pays participent à La Dictée P.G.L. La Fondation Paul Gérin-Lajoie est heureuse d'accueillir parmi les écoliers canadiens ceux des États-Unis, du Sénégal, du Mali, du Bénin, du Burkina Faso et du Niger.

Les objectifs de la dictée sont d'améliorer la qualité du français, d'éveiller les jeunes aux réalités internationales ainsi que promouvoir la protection de l'environnement

La dictée est également une cueillette de fonds. Les écoles sont invitées à défrayer un montant de 3 \$ par élève ou les enfants peuvent être commandités par mot ou pour un montant global.

Chaque école participante peut garder jusqu'à 50 % des sommes recueillies pour ses propres projets scolaires. Le reste de l'argent amassé contribue à réaliser des programmes de la Fondation en éducation de base des enfants et en alphabétisation des adultes à Haïti, au Burkina Faso, au Mali, au Bénin et au Sénégal.

## Fewer school board positions needed, trustee says

### Catholic board trustee Stephen Blais campaigning for boundary review



by [Laura Cummings](#)

[View all articles from Laura Cummings](#)

Article online since March 3rd 2009, 13:42

[Be the first to comment on this article](#)

**The Ottawa Catholic School Board should eliminate three trustee positions by next year, one east-end trustee is suggesting.** Stephen Blais, Orléans-Cumberland's representative on the board, tabled a motion last week requesting that OCSB administration launch a zone boundary review with the aim of reducing three trustee positions before the 2010 municipal election.

"The decline in student enrolment and projected decline in future years allows our board the opportunity to reduce our ranks by three trustees," he said in a press release. "While the savings will be nominal, we will be reaffirming our commitment to fiscal responsibility in these tough economic times."

Student enrolment in the OCSB has declined six per cent since 2002, Blais continued, with additional drops expected in the future. OCSB trustees currently represent an average of approximately 4,000 students, he suggested, while Ottawa-Carleton District School Board is set at 5,800 students per trustee. Slashing three Catholic board positions would bring the average closer to 5,600 students for each trustee, Blais added.

Semaine internationale des apprenants adultes

# Les analphabètes plus nombreux que la croyance populaire

**LOUIS-DENIS EBACHER**

ldebacher@ledroit.com

Le nombre d'analphabètes est beaucoup plus élevé que ce que laissent voir les apparences, surtout dans les milieux minoritaires, observent deux responsables de l'éducation francophone en Ontario.

Dans une enquête menée en 2003, Statistique Canada divisait la population en cinq catégories, la catégorie 1 étant celle où les gens sont analphabètes au point de ne pas pouvoir fonctionner adéquatement en société, tout comme ceux de la catégorie 2. La catégorie 3 concerne les analphabètes fonctionnels.

Selon cette enquête, 55 % de la population franco-ontarienne âgée de 16 à 64 ans se retrouve dans les catégories 1 et 2.

«La situation est encore plus difficile dans les régions éloignées de l'Est ontarien et d'Ottawa. Comme dans le nord de la province, par exemple, on voit souvent des jeunes de 16 ans ces-

ser leurs études pour aller travailler dans une des grosses industries de la région. À cela, il faut ajouter la rareté des services en français», résume Suzanne Benoit, de la Coalition ontarienne de formation des adultes.

**«La situation est encore plus difficile dans les régions éloignées de l'Est ontarien et d'Ottawa.»**

**Suzanne Benoit**

«Nous ne voyons pas autant d'adultes étudiants qu'on le voudrait, poursuit-elle. Nous avons environ 3000 personnes apprenantes dans notre réseau.»

La Semaine internationale des apprenants adultes se déroule depuis lundi, jusqu'au 8 mars. «Vous savez, lorsqu'on se retrouve perdu dans un aéroport, on se croit souvent les seuls à être dans cette situation. Tous les autres passants ont l'air de n'avoir aucun problème. C'est la même chose pour les analphabètes. Si chacun de ceux-là posait la question autour d'eux, ils verraient qu'il y a bien plus de gens dans cette situation qu'ils ne le croient», image M<sup>me</sup> Clément.

### Exemple norvégien

Le directeur général de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, Normand Lévesque, prend l'exemple de la Norvège, pour améliorer les choses au Canada. «Dans notre plan de rattrapage, nous devons considérer comment se font les choses en Norvège. En 2003, le Canada avait une moyenne d'analphabète de niveau 1 de 14,6 %. En Norvège, il était de 7,9 %.»



# Businesses bemoan early school start

## Lost student wages among economic costs of beginning classes before Labour Day

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 4, 2009

As school boards firm up plans to start the school year before Labour Day, businesses are warning that there will be costs attached to the unconventional school year -- and not just wrecked family vacation plans.

For the first time since 1998, Ontario's school boards face having to start school before Labour Day to comply with a legislated requirement to cram 194 instructional days into the school year. A Labour Day that falls on Sept. 7 was one reason, along with the addition of Family Day as a holiday.

Ottawa's public school board decided to start school Sept. 1, while the Catholic board has announced a start date of Aug. 31. Both decisions still need to be approved by the Ministry of Education.

School board officials point out that early start dates happen on a cyclical basis. But businesses that depend on students as workers and consumers were caught off guard.

Aruna Ogale, executive director of the Ontario camps Association, said some of the 326 sleepaway and day camps she represents planned to offer programs in the first week of September. Camps in the association hire 25,000 workers a year, many of them high school students or people who live in the rural communities near the camps.

"At a time when the economy isn't doing well, is this the time to lessen people's ability to earn money?" she said.

Ottawa's Super Ex has sent a letter of appeal to both school boards. Ex officials are concerned that the early start will affect the last weekend of the annual fair, which ends Aug. 30 this year.

"We usually end two weeks before Labour Day," said Joe Pavia, programming and marketing manager. "If we end on a Sunday and school starts Monday, it may affect the last weekend. People may decide to go to the cottage or do back-to-school shopping instead."

Meanwhile, the general manager of the Canadian National Exhibition in Toronto said about 1,200 students are hired to work at the fair, while the midway, vendors and other partners hire another 3,500 students.

In a letter to Ontario Conservative leader John Tory, CNE general manager David Bednar asked for an alternative solution to an early school start. Returning to school before Labour day would affect not just

the fair, but also the Ontario economy, he wrote.

"This is because the CNE is an important economic driver of both the Greater Toronto Area and southern Ontario."

Rob Campbell, an Ottawa-Carleton District School Board trustee, has already heard from community associations in the Glebe and Old Ottawa South wondering about setting dates for day camps.

"Summer camps are very competitive. They have to put out brochures. They can't even do that," he said.

MPP Joyce Savoline of Burlington took Education Minister Kathleen Wynne to task on Monday at Queen's Park for "continuing to create policies on the back of a napkin with no thought to the long-range implication of those policies."

Wynne responded that the Education Act requires 194 instructional days. "Powerful as we are, we cannot control leap years and when Labour Day falls."

In an interview Tuesday, Savoline said there should be a system in place to avoid disruption and prevent school boards from having to cobble together a patchwork of solutions.

"Labour Day is an institution," she said. "It has a ripple effect. It's not a mere calendar issue."

Anne Teutsch, chairwoman of the Ottawa Carleton Assembly of School Councils, sent out a survey about the issue to the 350 members and got only about 70 responses back.

Slightly over half were in favour of starting school Sept. 1. (Sept. 2, Aug. 26 and Aug. 28 were among the other options for start dates)

She sent out another request for opinions when a proposal was made to start school on Sept. 8, but cut back Christmas vacation by two days, which would reduce the number of consecutive days off from 16 days to 12 days. This time, she got 350 replies, with just over half once again in favour of starting Sept. 1.

"I think there are people who are unhappy. Many are accepting," said Teutsch.

"Is there a better solution? I can't find one. If school went after July 1, there would be a lot of flak about that."

There will be some dissatisfied parents, but Campbell is not expecting a parent uprising.

"It sort of snuck up on the ministry, on school boards and on parents," he said. "Probably all the parties

across the province could have done better."

It's possible school attendance will be low before Labour Day.

"We'll all adjust collectively," said Campbell. "C'est la vie, to a certain extent. And maybe we'll learn from this experience."

Ottawa-area French-language school boards often start the school year before Labour Day. In 2008, French schools started classes Aug. 26.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Costume  
3 piè



**cyberpresse.ca**

Publié le 04 mars 2009 à 06h21 | Mis à jour à 06h23

## «Ce qui me préoccupe, c'est l'avenir des jeunes»



Onze adolescents de la Mission de l'Esprit-Saint étudient avec des manuels scolaires dans une école clandestine de Crabtree, près de Joliette. «J'aime ça ici, c'est plus facile d'apprendre», a dit Richer, un élève de 15 ans.

Photo: François Roy, La Presse



**Marie Allard**

La Presse

Dans l'intérêt de qui a-t-on officiellement fermé l'Institut Laflèche? s'interroge Eugène Bérubé, ex-adepte de la Mission de l'Esprit-Saint. «Dans l'intérêt des jeunes? demande-t-il. Pourquoi n'y a-t-il pas de suivi, dans ce cas? Ce qui me préoccupe, c'est l'avenir des jeunes. Ils ont été abandonnés à eux-mêmes. »

Rien n'a changé depuis la décision de la Cour supérieure, selon M. Bérubé. « Ils font l'école dans des petits groupes de 10-12, dans des sous-sols de maison, au lieu d'être 150 dans le même bâtiment, indique-t-il. Ils continuent de former leurs enfants à l'interne, pour ne pas qu'ils soient influencés par l'extérieur. Le problème n'a pas été réglé. » Né de parents membres de la Mission, M. Bérubé, 46 ans, a

fréquenté l'école régulière, puisque l'Institut Laflèche n'existait pas encore. «C'est ce qui m'a permis de développer mon esprit critique, souligne-t-il. En vieillissant, j'ai pu faire l'analyse des choses et voir que ça n'avait pas d'allure. » Aujourd'hui, la Mission monopolise l'information donnée aux enfants, «qui sont conditionnés et n'en sortent plus», regrette M. Bérubé.

«C'est dramatique : on coupe l'enfant de la société en lui interdisant une éducation à l'extérieur, conventionnelle.» «C'est clair qu'il y a des problèmes avec ce mouvement-là, indique Mike Kropveld, directeur d'Info-Secte. Spécialement pour les personnes qui sont passées par leur système «d'éducation», il y a des lacunes énormes pour certains.» Président de la fondation Réalité Plus, M. Bérubé reçoit plusieurs ex-membres démolis. «Tous ceux qui ont vécu un endoctrinement en vase clos, en bas âge, ont des séquelles, affirme-t-il. On parle de tentatives de suicide, de prostitution, de toxicomanie, d'alcoolisme. Le système les récupère quand ils sont rendus trop bas, mais on ne fait absolument rien en prévention.» Chaque personne est affectée différemment, nuance M. Kropveld. «Mais c'est un système qui n'encourage pas vraiment l'éducation ou l'intégration au monde, parce que le monde est vu comme méchant et diabolique.»

**Il faut agir pour le bien des enfants**

Pour les parents de la Mission, « les écoles, les instituteurs, l'autorité, le gouvernement, ce sont des outils de Satan, créés pour corrompre l'esprit des gens », poursuit M. Bérubé. Il faudra les forcer à envoyer leurs enfants en classe régulière, selon lui. «On commence à reconnaître l'importance de faire des choix au détriment des croyances des parents, notamment pour les transfusions sanguines. Si on pouvait réaliser les dommages psychologiques qui sont causés par des endoctrinements de ce genre-là, on s'apercevrait que c'est au moins aussi dramatique que les transfusions refusées. «

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



**cyberpresse.ca**

Publié le 03 mars 2009 à 23h45 | Mis à jour le 04 mars 2009 à 07h43

## Jugée illégale, une école reçoit quand même des enfants



C'est dans cette vaste résidence de Saint-Paul-de-Joliette qu'est situé l'Institut Laflèche de la Mission de l'Esprit-Saint, fermé par une ordonnance de la Cour supérieure en 2007.

Photo: François Roy, La Presse



**Marie Allard**

La Presse

Les 150 enfants du groupe religieux La Mission de l'Esprit-Saint, de Joliette, ne vont pas à l'école comme tout le monde. En 2007, la Cour supérieure du Québec a fait fermer l'école illégale qu'ils fréquentaient, l'Institut Laflèche. Depuis, la plupart sont éduqués par leurs parents ou se regroupent clandestinement dans des maisons privées. Certains continuent même d'aller à l'Institut Laflèche pour des activités dites «parascolaires», a constaté *La Presse*. Les membres de la Mission croient que la Terre n'est pas ronde et que le soleil est le reflet du feu de l'enfer.

L'Institut Laflèche, une école illégale appartenant au groupe religieux La Mission de l'Esprit-Saint de Saint-Paul-de-Joliette, a été fermée par une ordonnance de la Cour

supérieure du Québec en juin 2007. Elle semble toutefois toujours fréquentée, a constaté *La Presse* en se rendant au bâtiment qui abrite l'Institut Laflèche.

Trois fillettes, vêtues d'uniformes sur lesquels était brodée l'inscription «Institut Laflèche», nous ont répondu. Nous y avons vu plusieurs autres enfants, soit devant l'école, soit à l'intérieur, en attendant qu'un adulte vienne nous parler. Questionnée sur la présence de jeunes alors que l'Institut doit être fermé, une dame aux cheveux blancs a sèchement répondu: «C'est le cours de chant», avant de nous ordonner de partir. «C'est privé, ici», a-t-elle dit. Il était 9h50 en matinée, un jour d'école.

*La Presse* a également téléphoné à la Mission, hier. Leur porte-parole a refusé de nous parler.

Les membres de la Mission de l'Esprit-Saint de Joliette vénèrent leur fondateur, Eugène Richer dit La Flèche, qu'ils considèrent comme étant l'Esprit-Saint. Ce policier montréalais mort en 1925 est, selon eux, la troisième personne de la Sainte-Trinité, avec Jéhovah et Jésus-Christ. Ses fidèles croient que la Terre est en forme de poire, que le Soleil n'existe pas (ce serait le reflet du feu de l'enfer). Ils sont encouragés à se marier jeune, à faire beaucoup d'enfants et à avoir «horreur du monde» extérieur. Leur devise, inscrite sur une grande pancarte à

l'entrée de leur terrain, est «La régénération de l'humanité par l'eugénisme».

Leur école illégale, qui a fonctionné pendant une trentaine d'années, accueillait 150 élèves au moment de sa fermeture (d'abord par injonction interlocutoire, en 2004). Depuis, la plupart de ces enfants n'ont pas été inscrits dans des écoles régulières. Ils sont éduqués par leurs parents ou se regroupent dans des maisons privées.

### **Aucune visite du ministère de l'Éducation cette année**

Le 4 juin 2007, la Cour supérieure du Québec a été claire. Elle a émis une «ordonnance d'injonction finale et permanente» enjoignant l'Institut Laflèche et ses employés (rémunérés ou bénévoles) de s'abstenir de dispenser des services éducatifs à l'Institut ou ailleurs. Des activités parascolaires (culturelles, sportives, musicales et religieuses) peuvent toutefois se dérouler à l'Institut.

C'est au ministère de l'Éducation que revient la tâche de vérifier l'application de la décision de la Cour. Dès le 26 septembre 2007, le Ministère s'est rendu sur place et y a vu «une quarantaine d'enfants qui entraient et sortaient de l'édifice, certains avec un étui de musique», indique un document obtenu par La Presse grâce à la Loi d'accès à l'information. Quatre autres visites du Ministère ont suivi. Une seule a permis de voir des jeunes (cinq). La dernière a eu lieu le 10 juin 2008 ; rien n'a été fait cette année.

Malgré la présence d'enfants, le Ministère n'a pas sévi. «Nos observations nous ont permis de constater qu'il n'y avait plus de services éducatifs qui étaient dispensés, a dit lundi Stéphanie Tremblay, porte-parole du Ministère. Par contre, ce qu'on m'indiquait, c'est qu'il est possible qu'il y ait des activités parascolaires.» En matinée, la semaine, il est permis de faire du parascolaire.

### **Les examens annuels ne sont plus obligatoires**

Le gros hic, c'est que même si l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans au Québec, la Loi sur l'instruction publique permet d'obtenir une dispense pour éduquer un enfant à la maison. Il faut toutefois que le jeune reçoive un enseignement équivalent à ce qui est dispensé à l'école, «d'après une évaluation faite par la commission scolaire», précise la loi.

En 2006, les résultats des 200 élèves éduqués à la maison évalués par la commission scolaire des Samares (CSDS) étaient désastreux, selon Radio-Canada. En maths, leur taux de réussite était de 59% au primaire, mais chutait à 27% au secondaire. En lecture, il était de 61% au primaire, mais de 48% en français au secondaire. On estimait alors que les trois quarts de ces élèves étaient membres de la Mission.

Fait troublant, *La Presse* a appris que la commission scolaire n'oblige plus les enfants scolarisés à la maison à passer des examens. «Ce n'est plus les mêmes exigences, a dit Marie-Élène Laperrière, porte-parole de la CSDS. Ils ont la possibilité de faire les examens ou de faire évaluer le portfolio. Il y a deux possibilités.» Le portfolio est un dossier illustrant la progression de l'enfant, avec des exemples de tests, de dictées et de «situations d'apprentissage». Cette année, 230 élèves scolarisés à domicile sont inscrits à la CSDS.

### **Cyberpresse vous suggère**

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



**cyberpresse.ca**

**LeDroit**

**613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com**

Publié le 03 mars 2009 à 20h05 | Mis à jour le 03 mars 2009 à 20h10

## Leçon de courage signée Jahelle Pelletier



Martin Comtois, LeDroit



**Martin Comtois**

Le Droit

Elle n'est pas montée sur le podium aux Jeux du Québec, mais Jahelle Pelletier a enlevé haut la main la médaille du courage. Il y a trois semaines seulement, cette joueuse de tennis de table a vaincu un adversaire de taille sur un lit d'hôpital.

La bactérie mangeuse de chair s'est attaquée à l'adolescente gatinoise de 11 ans. Le virus a été décelé dans sa petite jambe droite encore en pleine croissance. « Mes parents étaient à côté de moi tout le temps, mais j'avais quand même peur », a avoué Pelletier, hier après-midi, après la fin du tournoi.

Pelletier a passé une semaine sous étroite attention à Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEEO) avant de prendre du mieux et finalement obtenir son congé. Les médecins auraient craint le pire à un certain moment.

« Quand Jahelle a pris du mieux, ils nous ont avoué qu'elle aurait pu être amputée ou même en mourir. Mais ils ont effectué plusieurs tests médicaux qui les ont rassurés quelques jours plus tard », a raconté son père et entraîneur de l'équipe de l'Outaouais, Martin Pelletier.

Cette discussion avec les médecins avait de quoi arracher le coeur de tout parent. Cet événement s'avérait un jeb encore plus direct au visage de cette famille habituée à vivre avec un handicap.

Martin Pelletier est ce joueur de tennis de table qui a participé aux Jeux paralympiques en 2000 à Sydney. Un accident de moto, survenu en 1992, avait mené à l'amputation de son bras droit. Sa fille, qui est née cinq ans plus tard, l'a toujours connu ainsi.

« Jahelle a été sensibilisée à mon amputation, a raconté le paternel. Elle tenait à venir ici. Elle en parlait. »



Les médecins lui ont donné le feu vert pour participer aux Jeux. Il y avait toutefois deux conditions non négociables.

« Elle doit continuer à prendre des antibiotiques, même s'il n'y a plus de risques pour elle. En plus, elle a dû effectuer plusieurs exercices avec sa jambe à sa sortie de l'hôpital », a expliqué Martin Pelletier, qui voue un grand respect pour le personnel médical du CHEEO.

Certaines victimes sont alitées pendant plusieurs semaines, voire même des mois.

« C'était une forme virulente de la maladie, mais les docteurs lui ont donné rapidement les trois plus puissants médicaments sur le marché. Elle a été chanceuse. »

La jeune fille a remporté quelques matches ici et là. Sa contribution, combinée à celles de sept autres joueurs, a permis à l'Outaouais de signer le meilleur résultat de son histoire au concours par équipe en tennis de table. La formation a pris le 10e rang, en plus de voir un des siens, Mathieu St-Amour, gagner une médaille d'argent durant le week-end. « Moi, j'ai eu beaucoup de fun. Je suis contente d'avoir pu être ici, a soutenu Jahelle, sourire aux lèvres et raquette à la main. Mon père m'avait souvent parlé des Jeux du Québec. »

M. Pelletier en était à sa sixième finale provinciale d'hiver en tant qu'entraîneur de l'Outaouais. L'édition 2009 avait toutefois une saveur encore plus particulière.

En plus de voir sa fille à nouveau en santé, l'homme de 41 ans a dirigé son garçon Cédrik-Alex, 9 ans, lors de ces Jeux à Blainville, Rosemère et Sainte-Thérèse.

Cette histoire s'avère touchante. Elle constitue surtout une belle leçon de vie à tous ces jeunes déçus de revenir bredouille à la maison. Le plus beau prix, c'est la santé. Il n'y a pas d'âge pour flirter avec la mort.

« Tu ne pouvais pas mieux le dire », a reconnu Martin Pelletier.

**COUREZ**  
LA CHANCE DE  
**GAGNER**

UN FORFAIT-VACANCES AU GRAND PALLADIUM  
LADY HAMILTON RESORT & SPA CLUB IMPÉRIAL  
À LUCEA, EN JAMAÏQUE.

CONCOURS

Rythmes  
**JAMAÏQUE**

**cyberpresse.ca**

**LeDroit**

**613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com**

Publié le 03 mars 2009 à 08h28 | Mis à jour le 03 mars 2009 à 08h29

## Un Ontario vert ? Oui mais...



Les cheminées de la centrale au charbon de Lakeview en Ontario avec, en toile de fond, le centre-ville de Toronto dans le smog.

Archives Le Droit



**Jean-Marie Bergeron**  
Le Droit

Le tiers des Canadiens vit en Ontario et la province fut de tout temps le moteur économique du pays. Malheureusement, de grandes sections de son économie passée sont en partie responsables de sa piètre image environnementale et de son retard face à la nouvelle économie verte. Son incapacité de s'adapter aux énergies vertes ainsi qu'aux technologies moins polluantes a conduit la province là où elle est présentement. Un gouvernement précédent avait promis de fermer les centrales au charbon et de réduire la pollution des Grands Lacs, mais cela ne s'est pas fait. Les journées de smog ne cessent d'augmenter dans les grandes villes.

De plus, les vieilles promesses de réduire l'importance de l'énergie nucléaire n'ont jamais été tenues. Que penser alors de ce nouveau discours pro-environnemental que le premier ministre ontarien et son Ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure tiennent depuis peu ?

### Fonctionnement à revoir

Une province de cette importance au Canada ne peut pas «se verdir» par le seul biais d'une loi sur l'énergie verte car c'est tout son fonctionnement qu'elle doit revoir. L'énergie touche à tous les secteurs d'activités d'importance dans notre société, les principaux étant les transports et la production énergétique. Ainsi, est-on sincèrement intéressé à investir les grosses subventions fédérales actuelles dans de nouveaux types d'usines fabriquant des autos hybrides ou d'autres véhicules à carburants mixtes afin de réduire l'utilisation de produits pétroliers

polluants ?

Si l'on se fie à ce qui se passe présentement avec GM et Chrysler, on n'a pas cette impression. On ne sent pas également que le gouvernement McGuinty est intéressé à soutenir le remplacement massif de vieux autobus ou camions par d'autres fonctionnant avec des énergies plus vertes.

On n'a jamais parlé beaucoup non plus du développement du secteur des biocarburants faits avec les eaux usées, les putrescibles urbains ou les matières organiques agricoles ou forestières. Nouveaux types de véhicules, nouveaux types de moteurs, nouveaux types de carburants ne semblent pas intéresser les élus qui prétendent pourtant «verdir» la province au niveau énergétique.

### **16 tonnes de GES par année**

C'est sans doute dans le domaine de la production et de la consommation de nouvelles énergies vertes que l'Ontario pourrait améliorer son bilan environnemental d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Il faut rappeler que chaque Ontarien produit 16 tonnes de GES par année, comparativement à 11 tonnes pour chaque Québécois.

Est-ce que les politiciens qui parlent présentement en faveur de l'énergie verte auront l'audace de construire les futures usines énergétiques utilisant uniquement la géothermie, l'éolien et le photovoltaïque afin d'augmenter leur importance dans l'offre globale d'électricité de la province ? On ne peut pas parler d'énergie verte si l'on continue de construire des centrales au charbon, au mazout, au gaz ou à l'énergie nucléaire. Greenpeace et Ontario Clean Air Alliance ont raison de critiquer le futur projet de loi sur les énergies vertes si les méthodes de production énergétique ne changent pas d'orientation.

Enfin, les citoyens se feront certainement un plaisir de participer à des programmes de réduction de consommation d'énergie s'ils en profitent au niveau financier mais ce sont surtout les industries et les commerces qui doivent modifier leurs vieilles technologies si l'on veut que les réductions de consommation soient massives.

Le discours des élus ontariens est rassurant et à l'ordre du jour. Il ressemble à celui de monsieur Obama des États-Unis. Alors, veut-on simplement plaire à nos voisins américains ou a-t-on la volonté sincère et inébranlable de transformer l'économie classique actuelle en une autre plus verte, afin de bâtir les assises d'un nouveau départ qui permettra de progresser pendant tout le xxie siècle ? À mon avis, l'Ontario est en train d'y jouer sa destinée.

**[jbergeron@ledroit.com](mailto:jbergeron@ledroit.com)**



**cyberpresse.ca**

Publié le 04 mars 2009 à 06h08 | Mis à jour à 06h12

## Une école clandestine dans une maison



Une école clandestine est située à l'étage d'une maison de Crabtree, près de Joliette, depuis quatre ans. Des adolescents de la Mission de l'Esprit-Saint y vont leur scolarité. «Ils sont autodidactes», a dit Lise Racette, propriétaire de l'école.

Photo François Roy, La Presse



**Marie Allard**  
La Presse

Une maison blanche de Crabtree, près de Joliette, cache une école clandestine, fréquentée par une dizaine d'adolescents de la Mission de l'Esprit-Saint. La Presse a pu visiter cette école où les jeunes travaillent en autodidactes, sans ordinateur ni laboratoire de sciences.

C'est à l'étage de la maison, sous le toit, que quatre petites pièces ont été transformées en miniclases, avec pupitres et bibliothèques.

«J'aime ça venir ici, parce qu'on peut avancer plus vite, a témoigné Richaire, une adolescente de 17 ans, qui faisait des maths. Ça va mieux, on a de meilleurs résultats.» Est-elle déjà allée à l'école publique? «Non, mais ma soeur y va présentement», a-t-elle répondu. Dix autres élèves du secondaire étudiaient dans la maison, sous la

supervision de deux jeunes en âge d'aller au cégep.

Cette école sans permis a été inspectée par les enquêteurs du ministère de l'Éducation (MELS) en juin dernier, qui ont constaté qu'elle contrevient à la loi. «Plusieurs de ces jeunes fréquentaient auparavant l'Institut Lafèche», ont-ils écrit dans leur compte rendu obtenu grâce à la Loi d'accès à l'information. «Tous sont membres de la Mission de l'Esprit-Saint», ont-ils ajouté. Ils n'ont pas fait fermer l'école.

### L'école existe depuis quatre ans

La propriétaire de l'école, Lise Racette, a dit à La Presse qu'elle n'avait pas demandé de permis parce qu'elle ne pensait pas en avoir besoin. «Ici, c'est familial», a-t-elle expliqué.

C'est après avoir enseigné elle-même à ses quatre enfants, «avec de bons résultats» dit-elle, que la dame a voulu en aider d'autres, il y a quatre ans. Tous les jeunes sont officiellement scolarisés à la maison, par leurs propres parents. Ils sont enregistrés comme tels à la commission scolaire des Samares, même s'ils fréquentent

une école clandestine.

Le Ministère «m'a donné un an pour me mettre aux normes», a indiqué Mme Racette, qui nous a reçus avec beaucoup d'ouverture. Elle doit embaucher un enseignant certifié, prendre une assurance, etc. «La rédaction de la demande de permis est en cours, mais n'a pas encore été transmise au Ministère», a fait savoir Stéphanie Tremblay, porte-parole du MELS.

Mme Racette a nié faire partie de la Mission. «Pas depuis 25 ans, a-t-elle dit. J'ai été déçue de comment on s'occupait des enfants, j'ai pas resté. J'ai quand même continué le principe, la base était bonne.»

### **Trop de tentations à l'école publique**

Quant à savoir si les jeunes de son école sont de la Mission, «y'en a que oui, y'en a que non, ça ne me regarde pas», a-t-elle souligné. Si ces élèves ne fréquentent pas les écoles légales, «c'est parce qu'on veut leur éviter de mauvais engrenages, a-t-elle dit. La tentation est forte pour nos jeunes, chez nous ils sont plus encadrés».

«La polyvalente, je ne crois pas à ça, a précisé Mme Racette. Ils ne peuvent pas surveiller tous les jeunes.» Les parents paient 100\$ par mois pour envoyer leur enfant chez elle, selon le Ministère.

La mère de famille a admis ne pas donner le cours d'Éthique et culture religieuse, qu'elle a appelé erronément «le cours d'ethnies». «Il nous reste à rentrer ce cours-là», a-t-elle dit.

De nombreuses autres écoles clandestines existeraient dans les environs. «Moi je le fais, il y en a plusieurs autres aussi, a affirmé Mme Racette. Et comme n'importe quoi quand tu commences, ce n'est pas facile.»